Syndicat Mixte du Beaujolais

172 boulevard Vermorel

69400 VILLEFRANCHE sur Saône

Téléphone : +33 4 74 65 74 40 Télécopieur : +33 4 74 65 39 91

contact@pays-beaujolais.com

Animation de la charte forestière de territoire du massif forestier du Beaujolais et du secteur forestier de la communauté de communes de Charlieu-Belmont communauté (42)

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 30 du code des marchés publics.

Marché ordinaire de prestations intellectuelles

Cahier des clauses administratives particulières

(CCAP)

Date limite de remise des offres :

Le 18/12/2020 à 12:00

Article 1 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

L'objectif de la mission est de poursuivre l'animation de la charte forestière de territoire à travers un nouveau plan d'action qui va être établi sur la période 2021-2026.

Cette animation devra se baser sur ce même plan d'action validé par le Comité de Pilotage, ainsi que sur les attentes des deux territoires concernés, représentés par le Syndicat mixte du Beaujolais et de Charlieu-Belmont communauté. L'objectif principal sera de répondre aux enjeux stratégiques qui seront définis suite à l'évaluation de la charte forestière (fin 2020 – Début 2021).

L'animation de la charte forestière devra par ailleurs tenir compte de toutes les démarches et projets déjà en cours sur les territoires et ayant un rapport direct ou transversal avec la valorisation et le développement durable des forêts et du bois et devra, dans la mesure du possible, y contribuer.

Article 2 – Forme du marché

Marché ordinaire passé par un pouvoir adjudicateur.

Article 3 – Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- Acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales - prestations intellectuelles (CCAG-PI)
- La décomposition du prix global et forfaitaire
- Le Cahier des charges
- L'échéancier des paiements
- Le mémoire justificatif

Article 4 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix forfaitaires.

Article 5 – Modalités de variation du prix

Les prix sont fermes et actualisables.

L'index I de la formule d'actualisation est l'index de référence : 001664672 - Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) publié au INSEE.

Le prix actualisé est obtenu en appliquant au prix initial le coefficient Cn résultant de la formule suivante:

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

I (d-3) est la valeur de l'indice établie à une date antérieure de trois mois à la date de commencement d'exécution des prestations.

I₀ est la valeur de l'indice établie pour le mois d'établissement du prix.

Le coefficient résultant du calcul de la formule d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

L'actualisation est appliquée si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix et la date de commencement d'exécution des prestations.

Article 6 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de novembre 2020.

Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Article 7 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 8 – Durée du marché

Les modalités d'expression des délais d'exécution du marché dérogent à l'article 3.2 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-PI, le point de départ du délai d'exécution n'est pas fixé à la date de notification du marché.

Le marché commence le 1er janvier 2021 pour une durée initiale de 1 année(s).

Il est renouvelable 1 fois par reconduction expresse pour une période de 1 année(s).
Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché.

En cas de reconduction, le titulaire du marché est tenu d'accepter la décision qui lui est notifiée.

La décision prise par le pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire, au plus tard 30 jours avant la date d'expiration de la période en cours.

Lorsque ce terme est atteint sans que le pouvoir adjudicateur ait signifié au titulaire sa décision, celui-ci peut solliciter la reconduction du marché. En cas de silence gardé par le pouvoir adjudicateur à l'expiration du marché, ce dernier n'est pas reconduit.

Article 9 – Président du syndicat Mixte du Beaujolais

La responsabilité technique du suivi des prestations incombe à : Monsieur Pascal Ronzière

Article 10 – Groupe d'assistance

Le pouvoir adjudicateur est assisté pour la mission, il sera suivie par plusieurs référents techniques et élus du syndicat Mixte du Beaujolais et de Charlieu-Belmont communauté dans la conduite des prestations.

La composition de ce groupe sera arrêtée ultérieurement.

Article 11 – Contenu des prestations

La ou les personnes en charge de l'animation de la charte forestière de territoire s'engagent :

- à animer et coordonner les actions de la charte des partenaires de la filière locale,
- à mettre en œuvre les actions décidées par les élus et les professionnels,
- à évaluer les résultats obtenus pour continuer d'améliorer les actions de la charte
- à organiser des comités de pilotage de la charte forestière,
- à participer une fois par mois aux réunions d'équipe du Syndicat Mixte du Beaujolais,
- être présent sur le territoire selon les besoins (MF2B, Communautés de communes, SMB...),
- à participer à des réunions organisées au niveau régional sur des thèmes abordés par la charte forestière,

Ainsi la mission s'étendra, sauf contraintes particulières, du 1er Janvier au 31 Décembre 2021.

Article 12 – Livrables à remettre

Le titulaire remet les livrables désignés ci-après, dans le délai précisé à l'article 8 - Durée du marché - Délais d'exécution du présent document et selon les modalités suivantes : Remise d'un exemplaire numérique et physique (support papier) à l'adresse ci-dessous :

Syndicat Mixte du Beaujolais
172 boulevard Vermorel

69400 VILLEFRANCHE sur Saône

Téléphone : +33 4 74 65 74 40 Télécopieur : +33 4 74 65 39 91

contact@pays-beaujolais.com

Les livrables sont constitués d'un compte rendu global de l'opération ainsi que d'une évaluation de la réussite de l'intervention au regard des exigences techniques initiales.

Article 13 – Modalités d'exécution - conduite des prestations

Les conditions d'exécution ou de conduite des prestations d'études et de conseils sont définies dans les documents techniques du marché.

Article 14 – Obligations du titulaire

Article 14.1 – Obligations de moyen

Pour l'accomplissement des diligences et prestations prévues au marché, le titulaire s'engage à donner ses meilleurs soins, conformément aux règles de l'art de la profession.

La présente obligation est, de convention expresse, que pure obligation de moyens.

Article 14.2 – Moyens à mettre en œuvre par le titulaire ou les équipes

Les moyens suivants sont à mettre en œuvre par le titulaire pour l'exécution des prestations d'études et de conseils : L'objectif de la mission est de poursuivre l'animation de la charte forestière de territoire à travers un nouveau plan d'action qui va être établi sur la période 2021-2026.

Cette animation devra se baser sur ce même plan d'action validé par le Comité de Pilotage, ainsi que sur les attentes des deux territoires concernés, représentés par le Syndicat mixte du Beaujolais et de Charlieu-Belmont communauté. L'objectif principal sera de répondre aux enjeux stratégiques qui seront définis suite à l'évaluation de la charte forestière (fin 2020 – Début 2021).

L'animation de la charte forestière devra par ailleurs tenir compte de toutes les démarches et projets déjà en cours sur les territoires et ayant un rapport direct ou transversal avec la valorisation et le développement durable des forêts et du bois et devra, dans la mesure du possible, y contribuer.

Article 15 – Lieux ou locaux et moyens mis à la disposition du titulaire

Moyens mis à la disposition du titulaire :

Les moyens suivants sont mis à la disposition du titulaire :

Le Syndicat Mixte du Beaujolais s'engage à mettre à disposition du prestataire ses bases de données sur les collectivités du territoire ainsi que toutes les informations relatives à la filière Bois forêt qu'il aurait en sa possession.

Article 16 – Opérations de vérification

Chaque fin de phase fera l'objet d'une validation par le maître d'ouvrage en comité syndical en vue de son règlement. Le document final fera l'objet d'une validation définitive par les comités syndicaux des syndicats mixtes, les organes délibérants.

Article 17 – Modalités de paiement

Les paiements sont effectués par le versement d'acomptes et d'un solde. A sa demande expresse et si le marché le permet, le titulaire du marché peut percevoir des acomptes mensuels lorsqu'il est une petite et moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou un atelier protégé.

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

Elle mentionne aussi la décomposition des prix forfaitaires.

Aucune exigence particulière n'est imposée au titulaire concernant la forme de la demande de paiement. Celle-ci doit néanmoins respecter les usages de la profession et comporter les mentions légales obligatoires fixées à l'article L441-3 du code de commerce (nom et adresse des parties, date de la vente ou de la prestation de service, la quantité, la dénomination précise, le prix unitaire hors TVA des produits vendus et des services rendus ainsi que toute réduction de prix acquise à la date de la vente ou de la prestation de service et directement liée à celle-ci).

Les paiements sont effectués aux dates prévues dans l'échéancier établi par le titulaire selon les conditions suivantes : le titulaire devra proposer en annexe de l'acte d'engagement un échéancier

Article 18 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Article 19 – Paiement des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le CCAP ou par un acte spécial.

Article 20 – Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris).
Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

Article 21 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article 40 de la loi du 28 janvier 2013, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros conformément à l'article 9 du décret du 29 mars 2013.

Article 22 – Avance

Sauf refus du titulaire exprimé par lettre recommandée dans les 5 jours à compter de la réception de la notification du marché, une avance lui est versée dans les conditions prévues au code des marchés publics.

Sous réserve des dispositions du code des marchés publics relatives à la sous-traitance, cette avance est égale à 5% du montant initial du marché (si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours compté à partir de la date de début des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des prestations est supérieur à 50 000 € HT.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le versement de cette avance est égal au moins à 5 % du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Le marché étant reconductible, les dispositions du présent article s'appliquent sur le montant des prestations de la période initiale et sur le montant de chaque reconduction.

Article 23 – Protection de la main d'oeuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-PI, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

Article 24 – Garantie technique

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-PI s'appliquent.

Article 25 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 26 – Pénalités de retard

Les pénalités journalières de retard sont prévues à l'article 14.1 du CCAG-PI.

Article 27 – Règles générales d'application des pénalités

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros HT pour l'ensemble du marché. Le terme "d'exonération" s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil est dépassé.

Article 28 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-PI, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 29 – Résiliation

Il est fait, le cas échéant, application des articles concernant la résiliation du CCAG-PI avec les précisions ou dérogations suivantes.

Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le taux de l'indemnité versée au titulaire appliquée sur le montant hors taxe de la partie résiliée du marché est de 4 %.

Résiliation du marché aux torts du titulaire

Si le marché est résilié aux torts du titulaire, la fraction des prestations déjà accomplies par celui-ci et acceptées par le pouvoir adjudicateur est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les prestations sont réglées sans abattement.

Résiliation du marché en cas de groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 5 du CCAG-PI sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-PI traitant de la résiliation aux torts du titulaire peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

Article 30 – Attribution de compétence

Le Tribunal Administratif de Lyon est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Article 31 – Dérogations

L'article 8 - Durée du marché - Délais d'exécution déroge à l'article 3.2 du CCAG-PI et à l'article 13 du CCAG-PI.

L'article 16 - Opérations de vérifications déroge à l'article 27 du CCAG-PI.

L'article 17 - modalités de paiement déroge à l'article 11.6.1 du CCAG-PI.

L'article 28 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire déroge à l'article 30.2 du CCAG-PI.

Date :

Signature du candidat :